

HAÏTI

nouvelles
images d'

EDITORIAL

décembre 2007 – n° 61

Le Collectif Haïti de France vous adresse ses vœux les plus chaleureux pour 2008. Avant de franchir le temps, nous franchirons ensemble l'espace puisque l'essentiel de l'article nous est envoyé directement d'Haïti. Cindy Drogue est partie pour quatre mois comme volontaire en Haïti. Elle a rencontré pour nous Michel Chancy, le fondateur et directeur de Veterimed, et Jean Parnell Pétrus Bayol, assistant coordonnateur administratif. Elle permet, aujourd'hui, de donner des nouvelles de cette association pour laquelle vous, lecteurs, avez toujours montré beaucoup d'intérêt. Cindy est partie, en Haïti, grâce à « Échange et Partenariat » qui veut promouvoir la création de nouveaux liens entre associations. Cet échange, aujourd'hui, se fait entre le Collectif Haïti de France et Alter Press (du groupe haïtien Médialternatif), dont vous trouvez souvent la référence dans les numéros de « Une Semaine en Haïti » et de « Nouvelles Images d'Haïti ». La mission de Cindy inaugure, sans doute, d'autres échanges qui permettront d'approfondir et de resserrer nos liens de média à média. C'est un des souhaits que nous formons notamment pour NIH.

Piti piti n a rive¹, la campagne avance...

¹ *Equivalent : petit à petit l'oiseau fait son nid.*

Les paysans et le lait en Haïti

Haïti est un pays très rural, 61% de la population habite « l'en dehors » pour reprendre le vocabulaire local. L'élevage pratiqué dans les campagnes est très peu spécialisé, les producteurs sont à la fois agriculteurs et éleveurs. En fonction des caractéristiques climatiques et physiques de la zone concernée et des niveaux de revenus de l'agriculteur, l'élevage peut être orienté ou bien vers la production de viande ou bien vers la production de lait.

Haïti importe l'équivalent de 40 millions de dollars US en produits laitiers, soit quasiment 14 % du total de ses importations, ce qui situe le lait à la seconde place après le riz.. Parallèlement la production potentielle totale de lait est d'au moins

145.000 tonnes par an, alors que réellement la quantité exploitée par les ménages n'est que d'environ 45 000 tonnes par an. Au final, ce ne sont pas moins de 100 000 tonnes de lait par an qui seraient « perdus ». Veterimed explique à ce sujet que la production de lait souffre de deux handicaps : la concurrence des produits importés et les difficultés de commercialisation par manque d'organisation de la filière.

L'opération « Lèt Agogo »

C'est dans ce contexte que Veterimed a lancé son opération « Lèt Agogo » qui met en place un réseau de micro laiteries où les paysans peuvent vendre leur lait ce qui leur assure ainsi un revenu plus stable. « Lèt Agogo » est aussi le nom commercial d'une série de produits laitiers

disponibles sur le marché tel que le «Yawout » qui est un yogourt frais naturel ou aux fruits et « Lèt-Bèf » qui est du lait entier stérilisé, aromatisé de chocolat ou de vanille et citronnelle.

L'opération existe depuis 2004 et, aujourd'hui, treize laiteries sont en fonctionnement à travers le pays. Quatre ont été créées, en cette année 2007, à Marmelade, Hinche, Papaye et Cap Rouge. Une seule, celle de Thomazeau a fermé.

Le lait produit et ses dérivés, comme les yaourts, s'écoulent à travers différents canaux : les commerces, les cantines scolaires et les chariots. La vente par chariots ambulants, une nouvelle composante des activités de Veterimed, permet d'aller vers l'acheteur, de toucher une autre clientèle que celle des supermarchés. Mais l'extension de ce type de vente demande encore des améliorations notamment dans le mode de fixation des salaires (partie fixe, partie au pourcentage) pour rendre le travail attrayant et aussi dans le choix du matériel (des sachets enastique plutôt que des bouteilles).

Les chariots ambulants sont opérationnels dans sept (7) villes du pays (Limonade, Cap Haïtien, Marmelade, Pétionville, Port au Prince, Verrettes et Jacmel). Ils peuvent certaines fois représenter le plus gros point de vente du pays comme cela a été le cas pour Pétionville.

Lèt Agogo dans les écoles nationales

Par ailleurs, en avril 2007, Veterimed a signé un accord de collaboration avec le Ministère de l'éducation afin d'alimenter les cantines scolaires en produits «Lèt Agogo». Quarante-quatre écoles sont concernées soit vingt-six mille rations par semaine. De septembre 2007 jusqu'au mois de juin 2008, les écoliers bénéficieront gratuitement d'une bouteille de lait stérilisé ou pasteurisé, aromatisé et sucré ; la périodicité de cette distribution dépendant du nombre d'écoles alimentées par une même laiterie. Le lait de vache pur proviendra exclusivement des laiteries affiliées au réseau national de «Lèt Agogo ». Les cantines scolaires, qui constituent le débouché le plus important (un peu plus de 50% de la production des laiteries) représentent, certes, une aubaine, mais certains risques existent. Tout repose en effet sur la capacité des laiteries à gérer leurs surplus durant les vacances scolaires. D'ores et déjà, les techniciens ont envisagé une diversification de la production avec la fabrication de fromage à pâte dure par exemple. Mais, d'autres choses sont à inventer et à créer aussi.

La campagne «Solidaires des éleveurs haïtiens »

En parallèle à son opération Lèt Agogo, Veterimed, en partenariat avec le Collectif Haïti de

France et Vétérinaires sans Frontières, organise, depuis 2004, une campagne solidaire afin que des investisseurs européens achètent une vache pour un/e producteur/trice haïtien/ne.

Une première phase de la campagne a permis en 2004 de récolter des fonds pour acheter dix-neuf (19) vaches. Toutes les vaches ont été confiées à des femmes de la région de Limonade (nord d'Haïti). En 2005-2006, ce sont cinquante-deux (52) vaches qui ont été financées et soixante-quinze (75) en 2007.

Le choix du bénéficiaire est décidé collectivement. Dans 80% des cas, ce sont des femmes qui bénéficient des ces « vaches solidaires » puisque, bien souvent, ce sont elles les plus vulnérables. La vache leur est cédée sous contrat avec l'Association locale et Veterimed et après deux jours de formation avec un agronome et un vétérinaire. A ce jour, il y a eu cent soixante-dix (170) bénéficiaires. Le programme proposé s'inspire du système de gardiennage traditionnel où propriétaire et gardien tirent l'un et l'autre un profit de l'animal. Le système traditionnel est ici régulé sur un rythme de quatre années. L'investisseur européen verse le prix d'achat d'une jeune vache prête à la reproduction. Au bout de quatre ans, il peut, soit recevoir en argent la somme à laquelle la vache aura été vendue, au moins à son prix initial. Cette somme permettra alors de confier des animaux à d'autres bénéficiaires, soit de réinvestir pour quatre ans dans les mêmes conditions.

Qui dit gardiennage, dit évidemment pâturage. NIH soulignait cette évidence et attirait l'attention sur ce problème dans son numéro 56. Michel Chancy confirme que les paysans concernés sont souvent confrontés à l'insécurité quant à leur droit d'usage des terres. Ils ont fini par obtenir l'arpentage par l'INARA (Institut National de la Réforme Agraire) et ainsi la légalisation de leurs parcelles, mais la Direction des Impôts traîne pour leur délivrer les bordereaux d'affermage.

Veterimed pense qu'une réponse ne tardera pas à être donnée pour que les gardiens des vaches puissent enfin jouir de leurs pleins droits sur les terres.

A suivre...

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière

Dans son partenariat avec Veterimed en Haïti avec le Collectif Haïti de France, l'association AVSF vient en appui sur la filière laitière, par le renforcement notamment de son réseau de partenaires haïtiens. AVSF accompagne le processus de labellisation de Lèt Agogo par l'établissement d'un cahier des charges avec des critères très stricts. Lèt Agogo serait ainsi le premier label de l'économie haïtienne.

✓ « Haïti. Dis-moi des Chansons d'Haïti » de

Mimi Barthélémy, Kanjil Editeur, 2007, 60 pages. Edition trilingue français, créole, anglais, accompagnée d'un CD. Plaisant cadeau de Noël que l'on peut en famille écouter, fredonner, lire en trois langues... ou chanter.

L'ACTUALITE DU MOIS

SECURITE ET JUSTICE

La recrudescence de l'insécurité au mois de novembre, annoncée par radio Métropole et reconnue par l'UNPOL – composante policière de la Minustah – se manifeste par des enlèvements et séquestrations, notamment d'enfants. Des opérations conjointes de la Minustah et de la Police Nationale, dont une unité nouvelle et spécialisée dans la lutte contre le banditisme à Port-au-Prince ont permis des arrestations.

Cette recrudescence de l'insécurité coïncide avec une polémique sur la libération, sans jugement par le parquet de Port-au-Prince, de 74 détenus qui étaient en détention préventive prolongée. Si le Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) et le parquet de Port-au-Prince s'entendent sur la nécessité de combattre la détention préventive prolongée, ils s'opposent sur la manière car pour RNDDH des criminels dangereux ont été aussi libérés (dont certains avaient comparu devant un juge d'instruction).

Des menaces contre radio et journalistes.

Des locaux de Radio – Tele Ginen ont été attaqués par un commando armé, dont l'organisateur vient d'être arrêté. Le journaliste Joseph Guyler Delva, directeur de l'organisation SOS journalistes, a fait l'objet de menaces de mort répétées. Il préside la Commission indépendante d'appui aux enquêtes relatives aux assassinats de journalistes, mise en place à l'initiative de René Préal. Devant les menaces, il s'était décidé à quitter Haïti pour les Etats-Unis mais il est rentré après 15 jours d'absence en déclarant avoir l'engagement formel du Président Préal d'assurer sa sécurité.

Des abus sexuels auraient été commis par des casques bleus sri lankais.

Un rapport d'enquête de l'ONU non publié a entraîné leur rapatriement. Le Sri Lanka se serait engagé à poursuivre l'enquête et à traduire en justice les coupables mais ces procès risquent de ne pas avoir lieu. Plusieurs organisations de femmes haïtiennes se sont mobilisées pour réclamer la publication du rapport. Elles demandent également le rapatriement des soldats en Haïti pour y être jugés. Mais d'après les accords signés par Haïti « Les casques bleus demeurent sous la juridiction exclusive de leur pays d'origine. ».

Le procès des assassins présumés du journaliste Brignol Lindor, tué en 2001. Sa famille demande le report de ce procès qui devrait s'ouvrir en décembre car « c'est un procès bâclé » sans témoins et sans la totalité des inculpés.

VIE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE

Economique et social. Les pluies et inondations de novembre sur le nord et sur le nord est ne sont pas

oubliées et la production agricole se ressent de la tempête Noël. La lutte contre le système des enfants en domesticité menée par le réseau « Aba sistem restavek » a donné lieu à une grande marche à laquelle ont participé plusieurs centaines d'enfants en domesticité. Par ailleurs, un avant projet de loi révisant le système d'adoption des enfants sera bientôt déposé au parlement. Enfin, les questions de santé et d'atteinte au corps viennent en première ligne : grande campagne de vaccination pour 6 millions de personnes, création d'un service de lutte contre le sida à l'hôpital général de Port-Au-Prince, engagement gouvernemental pour l'amélioration des conditions de vies des handicapés, campagne de lutte contre les violences faites aux femmes et création d'une nouvelle structure au sein de la Police baptisée PN Fam.

Information et communication. 7 % de la population haïtienne utiliserait internet indique Alterpresse (entre 43% en France et 69% aux Etats-Unis)

RELATIONS INTERNATIONALES

Avec la République Dominicaine :

A la frontière, les militaires du corps spécialisé de sécurité frontalière (CesFront) accusés d'atteinte aux droits humains et de corruption ont été retirés et remplacés. Une manifestation de protestation avait eu lieu le 8 novembre contre les méfaits de ces soldats.

50 journalistes haïtiens et dominicains ont débattu ensemble sur la couverture médiatique de la thématique haïtiano-dominicaine au niveau des 2 pays.

La République Dominicaine, dont de nombreuses plantations ont été dévastées, a interdit provisoirement l'exportation vers Haïti de certains produits agricoles (bananes, oeufs) afin d'assurer sa sécurité alimentaire.

L'association des Femmes Dominico-Haïtiennes (MUDHA) a collecté des dons (produits alimentaires, d'hygiène, eau, vêtements..) pour les habitants sinistrés et abandonnés des bateyes frappés par les inondations.

Enfin, l'exposition « Esclaves Au Paradis », qui présente la situation des coupeurs haïtiens en République Dominicaine, est organisée en Haïti par le GARR. L'ambassadeur de République Dominicaine a assisté au vernissage et félicité le GARR pour son engagement, en précisant que « l'Etat Dominicain travaille à ce que le « le régime économique soit de plus en plus juste ».

Objectif

Soutenir des projets de micro-financements, principalement des programmes éducatifs visant à améliorer la formation et la scolarisation des jeunes.

Projets en cours

En Haïti : dix projets actuellement en cours :

- Groupe scolaire Paradis des Indiens aux Abricots
- Ecole Fonds Jean-Noël (centre d'éducation fondamentale)
- Ecole maternelle Youpi-Youpi de Delmas
- Orphelinat de l'Ile à Vache
- Bibliothèque Oswald Durand de Dondon
- Organisation pour la réhabilitation de l'environnement à Camp-Perrin
- Collège primaire et secondaire de Pétion-ville

- Association Kofakad à Dubreuil-Ducis
- Collectif de développement de Camp-Perrin
- Ecole des Trois Roches à Hinche

En France : organisation d'expos-vente d'artisanat et d'art haïtiens

Coordonnées

Josette et Jean-Claude Bruffaerts
28, place Jeanne d'Arc
75013 Paris

bruffaerts@wanadoo.fr
contact@haiti-futur.com

Site web : www.haiti-futur.com

- HAÏTI EN FRANCE : AGENDA**

 - ✓ 15 décembre, Toulouse : Rencontre des associations franco-haïtiennes en Midi-Pyrénées.
 - ✓ 18 décembre, **Paris** : soirée d'échange à la découverte de la culture sourde, organisée par l'association Haï Lylyne. Avec Bob Bovano et Jean René Pierre. Adresse : Centre d'animation L.Lumière, 46 rue Louis Lumière (Métro Porte de Bagnolet, Bus PC 2 arrêt Vitruve). Renseignements au 06 78 47 40 68 /06 21 90 27 64 (Freydelyne Charles)
 - ✓ 23 décembre, Epinay-sur Seine (93) : spectacle musico théâtral "L'amour et ses surprises" organisé par la troupe Boukan Lajwa et l'association Solidarité France - Haïti International. A partir de 17h. Lieu : 18 rue du Général Julien (ligne bus 154, 354, 361 arrêt Lacépède), info ligne : 06 14 30 80 12
 - ✓ 01 janvier 2008, Villers Côtterets (02) : vernissage de l'exposition Visages d'Haïti (peintures, sculptures) puis spectacle « Au son des tambours » avec Mimi Barthélémy. A partir de 16h. Lieu : Médiathèque Alexandre Dumas, rue de la Pléiade. Tél : 03.23.76.48.20. Site internet : mediatheque@mairie-villerscotterets.fr

(Pour l'actualité d'Haïti en France, nous soumettre des dates, rendez-vous sur www.collectifhaiti.fr, rubrique Agenda)

LE COLLECTIF HAITI DE FRANCE

Assemblée Générale de la Coordination Haïti Europe

Les membres de la Coordination Europe Haïti (belges, britanniques, allemands, hollandais, suisse et français) se sont rassemblés le 6 décembre à Bruxelles pour faire le bilan du passage en septembre de la Coordination Haïti-Europe (COHE) et établir le plan d'action 2008.

Rencontre de l'Espace Partenariat Franco-Haïtien

Suite à la rencontre avec la délégation de la COHE pour présenter leur position "Une autre Haïti est possible", les membres de l'Espace Partenariat Franco-Haïtien se sont réunis le 11 décembre 2007 pour discuter des activités à venir. Une rencontre autour de l'eau et l'assainissement devrait avoir lieu premier semestre 2008.

Lancement du programme de co-développement

L'ambassade de France en Haïti et le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Etranger ont organisé une conférence de presse le mercredi 12 décembre à Port-au-Prince pour présenter le programme de co-développement entre la France et Haïti. Les porteurs de projets peuvent dorénavant et déjà présenter un dossier en demandant un formulaire à la PAFHA ou au Collectif Haïti de France.

Rencontre avec le cabinet de Mme Yade

A la suite de son voyage en Haïti en septembre 2007, Mme Rama Yade, Secrétaire d'Etat chargée aux affaires étrangères et aux droits de l'Homme, a repris l'idée du président René Préval de créer une commission mixte franco-haïtienne sur la question de l'accompagnement des familles ayant adopté des enfants haïtiens. Le Collectif Haïti de France a souhaité se mettre au courant de cette initiative. Un second rendez-vous est fixé courant janvier 2008.

Nouvelles Images d'Haïti est un bulletin du Collectif Haïti de France

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris - Tél : 01 43 48 31 78 - Info répondeur : 01 43 48 20 81
c o n t a c t @ c o l l e c t i f - h a i t i . f r / w w w . c o l l e c t i f - h a i t i . f r